Le Monde
CAMPUS
CAHIER DU « MONDE » N°24195 DATÉ JEUDI 20 OCTOBRE 2022
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

LA RELÈVE

LÉA FALCO

Diplômée de Sciences Po, la médiatique militante écolo est devenue la porte-parole d'une jeunesse « réveillée » par la crise climatique

PAGE 10

SPÉCIAL CLIMAT

LES PIONNIERS DE LA TRANSITION

Sobriété, low-tech, adaptation, décroissance… Une poignée d'écoles, de conférenciers, d'étudiants et de jeunes diplômés ont pris la mesure de l'urgence écologique et sociale. Ils tracent la voie vers de nouveaux modes de vie et de façons de travailler

PAGES 2 À 9

ILLUSTRATIONS : MAGUELONE DU FOU

CES GRANDES ÉCOLES QUI OUVRENT LA VOIE

Peut-on, en école d'ingénieurs, imaginer le futur non pas sous le prisme des hautes technologies, mais à travers la sobriété et la résilience ? A Centrale Nantes, six jeunes ont fait ce pari. Un projecteur diffuse sur le mur d'une salle de cours l'image du premier catamaran fabriqué à partir de fibres de lin, *We Explore*. Conçu par le navigateur Roland Jourdain, il participera à l'édition 2022 de la Route du rhum, dont le coup d'envoi sera donné le 6 novembre. Quand le bateau sera revenu de sa transatlantique, les étudiants devront l'équiper avec des solutions simples, robustes, aisément repérables. *« Ici, nous formons des ingénieurs capables de relever le défi climatique et toutes les crises associées »*, affirme Jean-Marc Benguigui, responsable de l'option « ingénierie des low-tech ».

Ses élèves sont à l'image de ce nouveau programme, lancé en septembre : pionniers et engagés. Auriane Raffenot et Ilan Vermeren rentrent d'une année de césure. La première était en service civique au sein d'une association qui œuvre à l'insertion professionnelle de personnes exilées dans des métiers écologiques. *« La plupart des personnes en exil sont très résilientes, elles se sont débrouillées toute leur vie, et les low-tech, c'est un peu ça aussi : faire avec ce qu'on a pour trouver des solutions qui intègrent la technologie de façon simple et durable »*, explique l'étudiante de 22 ans. Le deuxième a passé un CAP boulanger et rentre du Brésil, où il a découvert la permaculture en *woofing* – une forme de tourisme alternatif où on offre sa force de travail dans une ferme biologique contre le gîte et le couvert. *« Je ressens un peu de distance avec les autres élèves de Centrale*, reconnaît-il. *La voie royale en école d'ingé, c'est encore l'intégration des grandes boîtes du CAC 40. Mais rien qu'avec l'explosion des factures de gaz et d'électricité, tout le monde va finir par s'intéresser aux low-tech. »* Guilwen Meunier, 21 ans, a, lui, choisi cette option pour *« prouver que la sobriété a un rôle majeur à jouer dans les écoles d'ingénieurs »*.

> Peu à peu, les formations d'ingénieurs ou de commerce intègrent les enjeux climatiques, certaines s'engagent même dans une profonde mue académique

KEDGE BUSINESS SCHOOL A LANCÉ, DÈS 2016, LE PREMIER MASTER DÉVOLU À LA FINANCE RESPONSABLE EN FRANCE ET EN EUROPE

Lorsque cette filière a été présentée, une partie du corps professoral a réagi avec scepticisme, retrace Jean-Marc Benguigui : *« On pense encore que les low-tech, c'est du bricolage, qu'on choisit ce parcours pour travailler dans une ferme du Larzac. »* Voilà pourquoi Jean-Baptiste Avrillier a tenu à ce que le terme « ingénierie » figure dans l'intitulé. Les low-tech, explique le directeur de l'Ecole centrale de Nantes, sont *« aussi compliquées que les high-tech. Elles ont toute leur place en école d'ingénieurs, mais ce n'est pas encore acquis. Avec cette nouvelle option, on casse les codes »*. Depuis son arrivée aux manettes de l'école, en juillet 2020, le polytechnicien a créé un poste de directeur du développement durable, adopté un plan d'action pour mobiliser aussi bien les activités de recherche et d'enseignement.

« PRODUIRE UN CONTENU ROBUSTE »

En 2019, dans l'enseignement supérieur, seulement 11 % des formations abordaient les enjeux climat-énergie de manière obligatoire, estimait The Shift Project, un think tank créé par l'ingénieur Jean-Marc Jancovici. Un chiffre qui n'est *« plus d'actualité »*, estime Clémence Vorreux, coordinatrice enseignement supérieur et recherche pour The Shift Project : plusieurs établissements ont choisi de s'emparer du sujet, s'engageant dans une mue académique profonde. A commencer par les écoles d'ingénieurs. Depuis la rentrée 2022, l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon figure parmi les rares établissements à consacrer au minimum vingt-quatre crédits à ces sujets, à savoir l'équivalent d'un semestre mais étalé sur les cinq ans de formation. Un instrument à la fois modeste et ambitieux,

Audencia Nantes aux prises avec ses contradictions

Alors que l'école de management lance un institut consacré à la transition écologique et sociale, une enquête de « Mediacités » dénonce une gestion « toxique » de son personnel

Tout avait bien commencé : Gaïa, la nouvelle école interne d'Audencia, inaugurée à la rentrée 2022, suscite un bel engouement. La première promotion de cet institut enseignant les *« pratiques managériales à impact positif »* rassemble 191 jeunes, bien plus que ce que la direction de l'école de commerce nantaise n'osait espérer. Le 5 septembre, à Nantes, les étudiants ont célébré leur rentrée avec une *« marche du temps profond »* le long de l'Erdre, un parcours de 4,6 km pour appréhender les 4,6 milliards d'années de la Terre, observer la biodiversité et découvrir l'histoire de la planète. Ils ont échangé avec des membres du collectif Pour un réveil écologique ou encore Walter Bouvais, coauteur du film *Animal*, du réalisateur Cyril Dion, et fondateur d'Open Lande, un accélérateur de projets innovants. Et ont pris connaissance du programme de Gaïa : des cours sur la biodiversité, la finance d'impact, en passant par le management inclusif et social.

Ont-ils aussi lu, trois jours après, l'enquête de *Mediacités* consacrée à leur école, mise en ligne le 8 septembre ? Le site a recueilli le témoignage de dix-neuf collaborateurs d'Audencia, de tout niveau hiérarchique, qui décrivent un *« management toxique »* au sein de l'établissement. Un comble dans cette école d'enseignement des pratiques managériales. Pression, stress, manipulation, rabaissement, burn-out, arrêts maladie, contournement du droit du travail, départs par dizaines… Les témoignages sont affligeants.

Contactée par *Le Monde*, la direction conteste les accusations. A commencer par les départs : l'école affirme que, ces dernières années, le taux de turnover a oscillé entre 3 % et 7 %, le taux le plus élevé ayant été atteint en 2017, avant que Christophe Germain, mis en cause par l'enquête, soit nommé directeur général.

Ces pratiques managériales seraient exacerbées par la « course aux classements » dans laquelle est engagé l'établissement, rapportent la vingtaine de salariés interrogés par *Mediacités*. Audencia ambitionne de passer de sept mille à dix mille étudiants d'ici à 2025 et de faire grimper son budget de 75 à 100 millions d'euros. Sans compter les publications internationales, qui doivent passer de 350 à 560 sur cinq ans, et… l'ouverture de l'école interne Gaïa.

Les témoins évoquent d'autres pratiques. Lors du premier confinement, en 2020, une grande partie des salariés a été placée en chômage partiel à 50 %. Pourtant, les exigences n'ont pas été revues à la baisse. *« On nous a mis la pression dans chaque direction pour qu'on travaille à fond. Le seul collègue que je connais qui a travaillé à 50 % a été moqué et traité de feignant »*, rapporte une salariée dans *Mediacités*. D'autres ont abondé dans le même sens. La direction dément avoir abusé du système. Au *Monde*, elle assure que *« la réglementation a été scrupuleusement respectée et le dispositif* [de chômage partiel] *n'a été appliqué que pour une très brève période »*.

ACCUSATIONS DE SEXISME

L'enquête a suscité un émoi considérable au sein de l'école, d'autant que, au fur et à mesure que *Mediacités* poursuivait son travail d'investigation, d'autres langues se sont déliées. Depuis le premier article, vingt-trois salariés – en plus des dix-neuf premiers – ont contacté la rédaction pour témoigner. Tous dénoncent un management brutal, sur fond de sexisme latent, avec des promotions hiérarchiques et des primes attribuées en grande majorité aux hommes.

Ainsi, en 2020, une prime de 50 000 euros a été versée à une dizaine d'hommes associés à un projet, contre une femme seulement. *« Cette enveloppe de primes exceptionnelles a été versée à des personnes constituant l'équipe support du plan stratégique »*, explique la direction. Celle-ci dément les accusations de sexisme, en rappelant que *« tous les organes de gouvernance de l'école sont à parité ou quasiment, à l'exception du comex* [comité exécutif] *»*.

Dans un message adressé aux salariés fin septembre, le président du conseil d'administration d'Audencia, Laurent Métral, regrette *« la parution d'articles qui nuisent à l'image de l'école »*. Il renouvelle sa confiance au comité de direction ainsi qu'au directeur, Christophe Germain. Il concède toutefois avoir conscience de *« points d'amélioration »* : *« Nos valeurs historiques, la vision stratégique de l'école en matière de responsabilité sociale et environnementale et l'attente de nos étudiants nous obligent à une exemplarité interne. »* Il annonce le recours à une expertise extérieure afin *« de dresser un diagnostic précis des pratiques managériales »*.

Lorsqu'elle présente Gaïa, la professeure de marketing Adeline Ochs aime rappeler que l'école de la transition écologique et sociale va agir comme *« une structure agile qui prône la responsabilité, et peut insuffler un changement rapidement au sein de l'école »*. Un défi sur lequel elle sera très attendue. ●

M. NA.

« ON PENSE ENCORE QUE LES LOW-TECH, C'EST DU BRICOLAGE, QU'ON CHOISIT CE PARCOURS POUR TRAVAILLER DANS UNE FERME DU LARZAC »

JEAN-MARC BENGUIGUI
responsable de l'option « ingénierie des low-tech » à Centrale Nantes

résume Nicolas Freud, chargé de mission évolution de la formation de l'établissement lyonnais : *« Une partie du corps professoral était réticente, craignant un saupoudrage de culture générale qui se ferait au détriment des fondamentaux de la formation. Nous avons mobilisé une équipe de dix personnes pour produire un contenu robuste. Il a également fallu réduire certains enseignements pour faire de la place à d'autres, et cela a créé des tensions en interne. »*

Dans certaines écoles de commerce, une mue est aussi en train de s'opérer. Après avoir laissé la parole deux heures durant à Jean-Marc Jancovici à la rentrée 2021, l'ESCP Business School a accueilli sur son campus parisien, en février, une conférence sur la décroissance. Face à cinq cents étudiants, Cédric Villani, mathématicien et alors député, Delphine Batho, coordinatrice nationale du parti Génération Ecologie et députée, et Yannick Servant, cofondateur de la Convention des entreprises pour le climat, ont questionné le modèle capitaliste.

De son côté, Kedge Business School a lancé, dès 2016, le tout premier master entièrement dévolu à la finance responsable en France et en Europe. Pionnière à l'époque, l'initiative fait de plus en plus d'émules, retrace Christophe Revelli, chargé de ce cursus : *« A l'époque, on n'avait que cinq étudiants, et on nous taxait d'utopisme. Aujourd'hui, on est aussi populaires qu'un master en finance classique, et les cours sur la finance durable se multiplient. Mais les écoles qui bousculent vraiment leurs contenus, intégrant la durabilité comme raison d'être et non simplement comme facteur déterminant d'une décision financière, restent rares. »* Le professeur de finance invite à se méfier des effets d'affichage et à bien observer les maquettes : *« Dans certains établissements, les élèves sont perdus. Ils passent d'un cours sur l'éthique, où on leur demande d'être responsables, à une leçon sur le trading, où on leur apprend à coder des serveurs à haute fréquence pour faire de la spéculation à la nanoseconde. »*

SUJETS QUI FÂCHENT

Pour qu'elle soit efficace, la mobilisation académique sur les enjeux écologiques ne peut pas se limiter à des initiatives ponctuelles, mais doit se faire de manière systémique. Quitte à bousculer des « idéologies » à l'œuvre dans certaines disciplines, analyse Clémence Vorreux. *« De nombreuses écoles d'ingénieurs butent encore sur le techno-solutionnisme* [la confiance en la technologie et ses progrès pour résoudre les grands problèmes]. *Du côté des écoles de commerce, les débats portent plutôt sur la question de la croissance. Lorsque le corps professoral ne parle pas d'une même voix, on peut se retrouver avec des enseignements contradictoires, et les étudiants sont perdus. »* La chargée de l'enseignement supérieur pour The Shift Project recommande aux écoles de mener un vrai chantier en interne, en posant sur la table les sujets qui fâchent : *« L'idée, ce n'est pas de mettre tout le monde d'accord, mais de s'interroger sur la façon dont on veut aborder les sujets les plus polémiques avec les étudiants, de distinguer ce qui est scientifiquement fondé de ce qui ne l'est pas, et d'avoir une vision d'ensemble cohérente. »* Et insiste sur l'importance de la formation à l'écologie… à tous les étages : *« Les décideurs doivent aussi bien s'emparer de ces sujets que les étudiants. »*

The Shift Project a lancé une réflexion sur la formation des fonctionnaires visant à fournir des éléments pour l'Institut national du service public, qui a pris la suite de l'Ecole nationale d'administration depuis janvier. En attendant, Clémence Vorreux surveille le déploiement de la formation à la transition écologique pour l'ensemble des équipes gouvernementales annoncé par la première ministre, Elisabeth Borne, chargée de la planification écologique et énergétique : *« Ce serait envoyer un signal fort aux établissements et aux entreprises. Mais on craint que l'ambition de la formation des équipes ministérielles soit revue à la baisse, passant de vingt à six heures. »* ●

MARGHERITA NASI

Pour sa rentrée, HEC a ouvert le débat sur la **décroissance**

En septembre, l'école de commerce a invité pour une conférence Timothée Parrique, chercheur en économie écologique

La première fois que j'ai entendu parler, lors d'une conférence, de la décroissance, j'étais étudiant en deuxième année d'économie à l'université de Versailles-Saint-Quentin. J'avais votre âge, et j'ai ricané. Je me suis dit : c'est qui ce plouc, ce guignol qui n'a jamais pris un seul cours d'économie ? Depuis, j'ai fait pas mal de chemin. »

C'est avec cette mise en abyme que l'économiste Timothée Parrique, 33 ans, auteur de *Ralentir ou périr. Une économie de la décroissance* (Seuil, 20 euros, 320 pages), commençait sa conférence devant un parterre d'étudiants et de salariés de l'Ecole des hautes études commerciales de Paris (HEC), le 19 septembre. Une heure pour exposer les thèmes de son livre sorti trois jours avant, et déjà en rupture de stock : l'impossible croissance verte, les fausses promesses de la croissance économique, le projet de société de la postcroissance…

L'économiste, actuellement en poste à l'université de Lund (Suède), était aussi invité à dispenser un cours intitulé « les fondements de la décroissance » aux 380 élèves de première année. Depuis 2021, tous les élèves suivent un séminaire de dix-huit heures d'enseignements sur le dérèglement climatique – un parcours mis en place en réponse à une demande pressante des étudiants.

Parler de décroissance au sein de l'école de l'élite économique, qui forme chaque année une armée de jeunes à rendre les entreprises encore plus profitables ? Un drôle de paradoxe qu'évacue rapidement l'économiste, qui assume aller *« là où l'on l'invite ». « En tant qu'universitaire, je participe au débat public. Mon rôle pendant ces quelques heures à HEC est d'équiper les étudiants d'un cadre théorique auquel ils n'ont pas accès. Ils seront amenés à prendre des décisions dans dix ans, ils ont donc besoin d'avoir tous les cadres analytiques en leur possession. Si je viens, c'est pour les étudiants. Je ne dilue rien du contenu, et je raconte exactement la même chose à mes étudiants en Suède et dans mes recherches. »* Le « cadre théorique » dans lequel s'inscrit son intervention, il en donne une définition simple : *« La décroissance est une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique, planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et de bien-être. »*

« C'EST FACILE D'AJOUTER DES COURS SUR LA TRANSITION, ÇA L'EST MOINS DE REVOIR LES COURS OBLIGATOIRES EN PROFONDEUR »

LOUIS FIDEL
étudiant en master

Née dans les années 1970, l'idée de décroissance prend son envol notamment grâce à des intellectuels français tels l'économiste Serge Latouche, le politologue Paul Ariès, le philosophe et journaliste André Gorz. Aux Etats-Unis, en réponse à une commande du Club de Rome, un think tank basé en Suisse, trois chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Jorgen Randers, Dennis et Donella Meadows, publient, en 1972, *Les Limites à la croissance*. Ce rapport deviendra un best-seller, vendu à 12 millions d'exemplaires et traduit dans 37 langues. Pour la première fois, une nouvelle technique de modélisation simule douze scénarios prospectifs portant sur la production industrielle et de nourriture, la croissance démographique, la raréfaction des ressources, la pollution. La conclusion : la croissance exponentielle de la production et de la population dépasse les limites planétaires.

Depuis 2010, dans le monde académique, la décroissance est un thème en pleine ascension, 600 articles en anglais depuis 2007, dont 100 publiés rien qu'en 2022. Selon des chiffres cités par Timothée Parrique, il y aurait, en ce moment, 79 mémoires et 33 thèses de doctorat sur la décroissance. Mais ce sont les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui, dans leurs deux derniers rapports, ont donné au concept une autre dimension, sortant la décroissance des cercles académiques et militants.

A HEC, c'est cette caution scientifique qui a convaincu Julie Thinès, directrice des études pré-expérience, d'inviter le chercheur. *« J'avais un peu peur au début, mais le sujet* [de la décroissance] *monte dans les débats et dans les médias, cela devient un sujet central, donc les étudiants doivent en entendre parler. » « Il n'y a pas de sujet interdit ou politiquement incorrect, nous sommes un lieu où nous devons faire vivre ces débats »*, abonde François Collin, directeur de la transition écologique de l'école, qui explique que même les entreprises veulent entendre parler de décroissance. Lors du séminaire de rentrée, après un séjour à Chamonix (Haute-Savoie), les étudiants de première année ont pu assister à d'autres conférences de chercheurs, comme le biologiste Gilles Boeuf, l'ingénieur spécialiste des matières premières Philippe Bihouix ou encore le politologue François Gemenne, membre du GIEC.

REFONTE DES CURSUS

Si certains étudiants se réjouissent de ce nouveau programme, ils s'interrogent sur l'intégration des enjeux sociaux et écologiques dans leurs cours fondamentaux : finance, comptabilité, microéconomie, droit, *supply chain* (« chaîne logistique »), gouvernance, marketing, etc. Dans un rapport rendu à l'administration en février sur la refonte des maquettes, des étudiants de l'association Esp'R et des alumni du collectif HEC Transition écrivaient avoir l'impression d'être *« dans une école de profit davantage que dans une école de commerce ». « Les cours se limitent, suivant* [le Prix Nobel d'économie] *Milton Friedman, à l'apprentissage du "comment bien gérer son entreprise pour qu'elle soit profitable", comment produire plus de richesses sans jamais interroger le pourquoi et les autres finalités et apports de l'entreprise. »*

« C'est très facile d'ajouter des cours sur la transition, ça l'est beaucoup moins de revoir en profondeur les cours obligatoires du business as usual », explique Louis Fidel, étudiant en master et membre de HEC Transition. D'autant que, selon l'étudiant, cette juxtaposition de cours aux contenus théoriques opposés crée de la *« dissonance »* et du *« désengagement ». « Quand vous entendez que les théories économiques étudiées sont neutres ou indiscutables et que, dans la même journée, vous entendez que d'autres théories existent, ça délégitime les idées des uns ou des autres »*, estime-t-il. En septembre 2023, l'école engagera la refonte intégrale de ses cursus : l'enjeu pourrait être d'adapter les cours obligatoires à la prise en compte des enjeux écologiques tout en laissant une liberté académique totale aux enseignants-chercheurs de l'école.

La dernière question adressée à Timothée Parrique par une étudiante lors de sa conférence fut celle de *« l'idéologie »* politique de la décroissance. De gauche ou de droite ? *« Si la décroissance est une idéologie, alors qu'est-ce que la croissance ?*, lance l'économiste à la salle. *On comprendra peut-être dans vingt ans que la théorie du ruissellement n'avait pas plus de fondements que le* "There is no alternative" [de Margaret Thatcher au sujet du capitalisme]. *Soyez les architectes de ces nouveaux systèmes économiques ! »* A l'issue de cette intervention très applaudie, les étudiants se sont rués sur le stand du libraire pour y acquérir les derniers exemplaires disponibles de *Ralentir ou périr*. ●

MARINE MILLER

CES ROCK STARS DU CLIMAT À L'ASSAUT DES AMPHIS

Formant un club sélect, des experts charismatiques « convertissent » les étudiants aux enjeux écologiques à coups de phrases chocs et d'exposés précis, relayés sur les réseaux sociaux

L'amphithéâtre de HEC affiche complet. Sur scène, un ingénieur en jean qui n'a plus besoin de se présenter : à 60 ans, Jean-Marc Jancovici est devenu, dans certains milieux étudiants, une « rock star ». *« Comme nous avons déjà tous visionné une ou plusieurs de vos conférences, on va passer directement aux questions »*, annoncent, en guise de préambule, les étudiants membres de Esp'R, l'association écologiste de HEC qui a invité le président du think tank The Shift Project, en cette fin septembre.

« Les mines de terres rares sont-elles réalisables en France ? » « Peut-on faire un effort collectif dans un régime qui n'est pas totalitaire ? » « Avez-vous parfois envie de saboter des SUV ou de crever des pneus ? » Tour à tour techniques, politiques, désenchantées, ironiques, les questions fusent. Jean-Marc Jancovici répond de façon claire et documentée, parfois avec humour, mais toujours sans perdre de vue l'objectif : sensibiliser les futurs cadres au changement climatique. Suivi par près de 600 000 personnes sur le réseau professionnel LinkedIn, « Janco », comme l'appellent ses ouailles, est la figure de proue des « évangélisateurs » d'une pensée écologiste.

Il n'est pas le seul. Ces dernières années, une poignée de chercheurs, scientifiques, experts, vulgarisateurs sont devenus des références, alors que les formations dans le supérieur peinent toujours à s'emparer de cet enjeu. Des figures montantes – et très majoritairement masculines – qui personnalisent une pensée, une réflexion, et exercent une influence sur les étudiants et jeunes diplômés. Ceux-ci se partagent les liens de leurs conférences en ligne, leurs livres, leurs bandes dessinées, relaient leurs tweets ou leurs passages dans des émissions télévisées.

Sur les plates-formes de vidéos ou de podcasts et sur les réseaux sociaux, beaucoup se forgent ainsi un programme d'apprentissage alternatif : la totalité des cours d'introduction à l'énergie et au changement climatique de Jean-Marc Jancovici pour les élèves des Mines, la chaîne d'entretiens Thinkerview sur YouTube, les podcasts thématisés (« 2030 Glorieuses », « Présages », « Sismique »…). *« Voir ces experts expliquer les liens de cause à effet entre notre modèle économique et les dérèglements en cours m'a politisé »*, témoigne Rémi Vanel, ingénieur de 23 ans diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers (Ensam). Peu à peu, une autre vision du monde s'impose chez ces jeunes. Elle accentue la dissonance entre leurs aspirations et les structures dont ils héritent et qui leur semblent de plus en plus inadaptées aux catastrophes en cours et à venir.

Valérie Masson-Delmotte

La pédagogue chevronnée

La paléoclimatologue, coprésidente du groupe de travail 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a émergé dans les médias et sur la scène politique à mesure que les rapports des scientifiques se faisaient de plus en plus sombres. En septembre, celle qui est également directrice de recherche au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), a animé un séminaire, à destination des membres du gouvernement, sur le dérèglement climatique. A 50 ans, Valérie Masson-Delmotte remplit des salles de conférences, vulgarise les rapports du GIEC sur de longs *threads* sur Twitter et s'intéresse de près aux questions éducatives. Elle accepte ainsi volontiers les invitations des étudiants. Comme en 2021 à l'Ensam, où elle participait à une table ronde dont le sujet était « Crise climatique : la technologie va-t-elle nous sauver ? ».

« Ce qui nous manque aujourd'hui dans les grandes écoles, ce sont des professeurs qui présentent la crise de façon systémique et non pas dans le silo de leur discipline », estime le jeune diplômé Rémi Vanel, chargé d'inviter la coprésidente du GIEC lors de cet événement. L'une des qualités de la scientifique, qui, selon lui, la différencie des autres « influenceurs » : *« Elle est toujours hyperclaire et pédagogue. Elle rend les choses concrètes et ne s'exprime que sur les sujets qu'elle maîtrise. »* C'est aussi une personnalité « moins clivante » qui ne distribue pas les bons et les mauvais points dans les médias et sur les réseaux sociaux. En septembre, elle estimait que le footballeur Kylian Mbappé pourrait même devenir un *« ambassadeur pour le climat »* après la polémique sur les trajets en jet privé de son club, le Paris Saint-Germain.

Jean-Marc Jancovici

Le gourou des ingénieurs

Professeur à l'Ecole des mines, « JMJ » ou « Janco » est un routard des amphis, qu'il rallie systématiquement à vélo. Ses cours – une vingtaine d'heures filmées de façon artisanale – ont été visionnés des centaines de milliers de fois. Ses conférences au sein des écoles de commerce ou d'ingénieurs affichent toujours complet. Dans les premières, les étudiants apprécient son talent de vulgarisateur et son côté entrepreneur : le fondateur du cabinet de conseil Carbone 4 et du Shift Project est capable de présenter simplement les ordres de grandeur du changement climatique et de proposer des solutions, dont débattent aussi bien les étudiants au début de leur conversion aux enjeux écologiques que les diplômés en rupture avec leur formation. Les jeunes ingénieurs reconnaissent en lui l'un des leurs et apprécient sa rigueur, ses références aux rapports scientifiques comme ses *slides* cruellement éloquents.

Orateur hors pair, « Janco » se distingue notamment par sa défense de l'énergie nucléaire – ce qui ne manque pas de provoquer de vives controverses. Il électrise les débats avec des punchlines étonnantes – *« La décarbonation, c'est une figure imposée, comme dans le patinage artistique »* ; ses marottes – *« ordres de grandeur »*, *« règle de trois »*, *« esclave énergétique »* ; son mépris pour les médias ; et ses analyses – *« Les grandes entreprises qui changent sont celles qui ont les boules, car elles voient leur vivier de talents se tarir. »* De quoi lui valoir une place dans le firmament des millennials : depuis juin 2020, l'ingénieur de 60 ans est même l'objet d'un groupe Facebook baptisé « Neurchi de Jancovici » truffé de mèmes, et presque aussi irrévérencieux que l'icône de la décroissance.

SUR LES PLATES-FORMES DE VIDÉOS OU DE PODCASTS, BEAUCOUP DE JEUNES SE FORGENT UN PROGRAMME D'APPRENTISSAGE ALTERNATIF

Aurélien Barrau

L'icône poétique

Un look de dandy new age, de longs cheveux noirs, une chemise colorée ouverte sur un tee-shirt, des bracelets au poignet, des santiags. L'allure d'Aurélien Barrau est reconnaissable entre toutes. Elle pourrait le ranger dans la catégorie des rock stars. Mais « rock star », justement, l'astrophysicien au CNRS de 49 ans refuse de l'être. Auteur du récent *Il faut une révolution politique, poétique et philosophique. Entretien par Carole Guilbaud* (Zulma, 32 pages, 3,90 euros), le scientifique décline toutes les interviews avec des journalistes et nous écrit qu'il ne souhaite pas *« incarner cette cause* [écologique] » pour justifier ce *« retrait médiatique »*.

Malgré cela, le spécialiste des trous noirs, qui est également docteur en philosophie et poète, est devenu une icône. *« Nous connaissons tous Aurélien Barrau, parce que nous avons vu ses vidéos sur la chaîne Thinkerview* [1,8 million de vues] », explique Louis Fidel, étudiant à HEC qui a organisé une conférence avec l'astrophysicien. HEC, Centrale, Polytechnique… Celui qui enseigne à l'université Grenoble Alpes et y dirige le Centre de physique théorique accepte volontiers les invitations des étudiants et répond directement à toutes leurs questions. Ses métaphores poétiques et ses phrases chocs politiques – notamment lors de la dernière université d'été du Medef – fascinent des jeunes gens en quête d'un modèle de rébellion.

Gaël Giraud

L'évangélisateur des élites économiques

Les économistes sont parfois bien à la peine pour faire les liens entre leur discipline et les limites planétaires. Gaël Giraud a des années-lumière d'avance sur ses camarades. Prêtre, jésuite, normalien, directeur du Georgetown Environmental Justice Program, à l'université catholique Georgetown à Washington, directeur de recherche en économie au CNRS, ancien économiste en chef de l'Agence française de développement… Le CV de Gaël Giraud, 52 ans, est hors norme. Invité en septembre 2020 à s'exprimer devant les élèves de classes préparatoires de « Ginette », le lycée jésuite Sainte-Geneviève de Versailles, il tweetait que cette génération a *« un rôle historique à jouer »*, et devait *« poursuivre la reconstruction écologique de notre continent que* [s]*a génération rechigne tant à mettre en œuvre et débute à peine »*.

Dans son domaine, il prêche à contre-courant de l'économie néoclassique qui fait l'impasse sur la question du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Une posture singulière pour un *insider* des grandes institutions financières qui fut même *quant* (analyste quantitatif) au début de sa carrière. *« Son entretien sur Thinkerview m'a donné les connaissances en économie auxquelles je n'avais pas eu accès en école d'ingénieurs et dont nous avons besoin pour comprendre la complexité du problème »*, explique Chloé Magnan, jeune diplômée de 25 ans de CentraleSupélec. D'autres voient en lui la possibilité de continuer à « évangéliser » de l'intérieur les grandes institutions économiques, en appliquant les principes d'une économie écologique.

Thomas Wagner

Le « bon pote » vulgarisateur

Dans le paysage des super-héros du climat, Thomas Wagner fait figure de justicier masqué. La popularité de son site BonPote, dont les articles comptabilisent des centaines de milliers de vues, est inversement proportionnelle au renom de son fondateur. *« La dernière fois que je suis passé à la télé, les gens pensaient que j'étais Hugo Clément* [journaliste télé, engagé pour la cause écologiste]. *Je préfère mettre en avant mon travail plutôt que ma tête »*, s'amuse le trentenaire. Pourtant, son profil a de quoi surprendre : avant de passer ses journées à décortiquer le dernier rapport du GIEC pour le rendre accessible au plus grand nombre, Thomas Wagner a travaillé pour la Société générale, le Crédit agricole et Natixis. *« J'étais dans le contrôle d'activité de trading, j'empêchais qu'il y ait des Jérôme Kerviel qui poussent de partout,* raconte-t-il. *Surtout, dix années dans la finance m'ont appris à travailler avec rigueur. Je peux passer des heures et des heures vissé sur une chaise. »*

Si la rédaction d'un post lui prend en moyenne une trentaine d'heures, certains dossiers le mobilisent pendant des mois, voire plus encore. Il planche depuis un an sur un article au sujet de la voiture électrique : *« Il me reste trente-sept études scientifiques à lire. Je source tout ce que je fais, pour que mes lecteurs puissent me challenger. »* Son public apprécie également son impertinence. Sur LinkedIn, celui qui se présente comme « Degrowth Hacker », soit un « activateur de décroissance » à rebours du modèle des start-up, n'hésite pas à allumer les états-majors de grandes sociétés telles que TotalEnergies, Airbus ou Aéroports de Paris : *« On ne peut plus laisser les entreprises raconter n'importe quoi. Le greenwashing a des conséquences, c'est criminel. »* Depuis qu'il a sorti son livre *Tout comprendre (ou presque) sur le climat* (CNRS Editions, 136 pages, 18 euros), Thomas Wagner intervient aussi dans les universités et les grandes écoles : *« Mon but, c'est de sortir de la bulle écolo et de m'adresser notamment aux jeunes diplômés, qui entendent très rarement parler de décroissance. Le retard au niveau de la formation est énorme. »*

Philippe Bihouix

Le discret centralien décroissant

C'est l'ingénieur qui dit que la technique n'a pas réponse à tout. Diplômé de l'Ecole centrale, Philippe Bihouix, 50 ans, est devenu une figure de référence chez les étudiants et les jeunes ingénieurs. Un public réceptif à ses arguments précis sur les limites

« VOIR CES SPÉCIALISTES EXPLIQUER LES LIENS DE CAUSE À EFFET ENTRE NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET LES DÉRÈGLEMENTS EN COURS M'A POLITISÉ »

RÉMI VANEL
23 ans, diplômé
des Arts et Métiers

des technologies dites vertes, notamment car elles consomment des métaux rares, dont l'extraction est très problématique. Aujourd'hui directeur général d'AREP (une agence d'architecture filiale de SNCF Gares & Connexions, dont le nom est l'acronyme d'« architecture recherche engagement post-carbone »), Philippe Bihouix est avant tout un excellent vulgarisateur de recherches scientifiques autour des limites planétaires, des ressources minières, du concept de sobriété : autant de dimensions qui figuraient déjà dans son essai paru en 2014, *L'Age des low-tech. Vers une civilisation techniquement soutenable* (Seuil).

Depuis, il poursuit son activité éditoriale, vient de coécrire un livre pour proposer des alternatives à l'étalement urbain (*La Ville stationnaire*, Actes Sud, 352 pages, 23 euros), donne des conférences, dont certaines sont devenues des classiques. Sa conversation avec Jean-Marc Jancovici pour la chaîne Thinkerview, d'une durée de deux heures, compte plus de 1,1 million de vues. Celle sur les *« mensonges de la croissance verte »* en compte 750 000. Si son influence est forte dans les cercles de jeunes diplômés « écolos », il reste très discret sur les réseaux sociaux – il n'a ni compte Twitter ni profil sur LinkedIn. Fidèle à ses convictions autour du coût environnemental du numérique et des échanges de données. ●

JESSICA GOURDON, MARINE MILLER ET MARGHERITA NASI

A Toulouse, des ateliers pour répondre à **l'écoanxiété** des futurs ingénieurs

En novembre, l'Ecole nationale supérieure agronomique lancera un dispositif destiné à lutter contre ce sentiment de plus en plus répandu

TOULOUSE - *correspondant*

Tel un incendie qui dévore une forêt, l'écoanxiété se répand. En 2021, 45 % de jeunes sondés dans dix pays affirmaient même qu'elle affectait leur vie quotidienne, selon la revue scientifique *The Lancet Planetary Health*. A Toulouse, l'Ecole nationale supérieure agronomique (Ensat) vient de se saisir du sujet. A partir du mois de novembre, elle débutera un cycle de formations, pour les élèves comme les personnels, destiné à considérer l'écoanxiété comme un problème systémique, *« une réaction saine face à un monde en crise »*.

« La solution passe par des étudiants plus conscients de leur connexion au vivant. Plus nous entrons en relation, plus nous devenons résilients », affirment Marie Bourgine, Isabelle Giraldo et Candice Marro, toutes trois psychothérapeutes ou écothérapeutes, qui ont travaillé à mettre en place la nouvelle formation.

Point intéressant, l'initiative vient des étudiants eux-mêmes. Blandine Vignal, 20 ans, étudiante en deuxième année, a *« choisi une école d'agronomie pour travailler sur la question de la production alimentaire »*. Végétarienne, *« militante écolo du quotidien »*, elle ne veut *« plus rester dans le déni »*.

Nicolas Kahn, 25 ans, vice-président de GreenSAT, l'association écologiste du campus, se dit *« très politisé »*. *« Le réchauffement climatique, c'est un tigre. Donc soit on est tétanisé, soit on combat »*, lance le plus ancien de la promotion, originaire du Jura. Ils ont décidé de combattre. *« Pour ma part, je suis favorable à des mesures radicales comme l'interdiction de la corrida, la fin des pavillons d'habitation en périphérie des villes, ou la gratuité des transports en commun »*, poursuit-il.

« ENCORE TEMPS D'AGIR »

Environ 60 % des étudiants de l'établissement toulousain se disent touchés par un sentiment d'écoanxiété, selon un sondage mené cette année par GreenSAT auprès de quatre-vingt-deux élèves. *« Lors de projections de documentaires ou de films comme* Demain *ou* Animal, *certains jeunes pleuraient,* dit Blandine Vignal. *Ce n'est pas une pathologie, mais plutôt des moments, une somme d'émotions négatives qui peuvent conduire à la dépression. »*

« Il y a eu le Covid, les pandémies, les incendies, la canicule, mais également la campagne présidentielle », détaille pour sa part Nicolas Kahn. *« Il est encore temps d'agir, de prendre de grandes mesures »*, souligne le jeune homme, qui souhaiterait travailler dans l'aménagement du territoire.

Ils ont fait appel à Isabelle Giraldo, ancienne architecte devenue écothérapeute, qui mène depuis cinq ans des ateliers de sensibilisation au sein de l'Ensat. *« Les étudiants se sentent souvent très seuls. Beaucoup de jeunes sont habités par de la culpabilité, de la tristesse, de la colère aussi. On s'est dit que ce serait bien de former les jeunes, mais également les enseignants et les personnels administratifs »*, affirme-t-elle.

La formation sera organisée autour de différentes *« portes de la connaissance »* : la pensée, les ressentis (à travers les cinq sens), les émotions et l'imagination. Des modules seront proposés pour travailler différentes compétences et la création de liens avec soi, avec les autres, avec le vivant. Des journées de formations, des sorties de deux jours en groupe ou du travail en ligne pour *« faire l'expérience de la pleine présence et de l'écologie profonde »* figurent également au programme. Pour Blandine Vignal, *« aller chez un psy, c'est une démarche trop individuelle, nous voulons instaurer des cercles de discussion pour, justement, éviter la pathologie ou le burn out militant »*.

« BEAUCOUP DE JEUNES SONT SAISIS DE CULPABILITÉ, DE TRISTESSE, DE COLÈRE AUSSI »

ISABELLE GIRALDO
écothérapeute

La démarche est appuyée par la direction de l'établissement, pour les cent cinquante élèves de la promotion de première année. Roman Teisserenc, maître de conférences à l'école, approuve cette initiative, qui permettra aux jeunes de *« développer leur imaginaire pour éviter les blocages, donner du sens à leurs études »*. Mettre des mots sur les maux, entamer sa propre résilience, transformer ses émotions pour passer au travers, puis convertir le tout en action sur le terrain.

Une fois diplômée, Blandine Vignal souhaite agir au quotidien, à son échelle. Plus tard, elle aimerait intégrer un organisme pour structurer des filières agricoles avec des pays étrangers, fondées sur l'agroécologie. ●

PHILIPPE GAGNEBET

IÉSEG
SCHOOL OF MANAGEMENT

EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY*

*Former et faire grandir les acteurs du changement œuvrant pour une société meilleure

Des masters pour bifurquer

Former des spécialistes de la transition écologique : voilà ce que proposent ces six cursus. Ils s'adressent à des étudiants en formation initiale comme à des cadres en reconversion. Un projet de carrière dans l'air du temps, tant ces compétences sont recherchées par les entreprises, les associations ou les collectivités

TOULOUSE
TROUVER SA PLACE GRÂCE À L'ÉCO-INGÉNIERIE

INGÉNIEURS EN RECONVERSION ou étudiants en école d'ingénieurs en fin de cursus et en quête de sens se passent le mot du mastère spécialisé « Eco-Ingénierie », proposé à l'Institut national polytechnique de Toulouse. Cours d'éthique, d'économie, de sciences de l'environnement, d'épistémologie, d'anthropologie de la nature… Ici, les enjeux écologiques sont enseignés dans une perspective systémique et approfondie, avec les outils de la modélisation et de l'évaluation.

Cette formation, créée en 2014, attire des profils variés (du spectacle vivant à l'aéronautique), des personnes âgées de 20 à 57 ans. *« Pour porter la transition, il faut tout changer : les méthodes de management, de gestion, de conception »*, estime Roman Teisserenc, responsable pédagogique du mastère, maître de conférences en biogéochimie. Une fois diplômés, les ingénieurs trouvent à s'employer dans des collectivités territoriales, des sociétés de conseil, des bureaux d'études et d'ingénierie mais aussi dans le secteur de l'énergie. Ce mastère coûte 9 000 euros, avec exonération partielle possible. Il recrute cinquante étudiants par an. ●

MARINE MILLER

DIJON
ACCOMPAGNER L'ADAPTATION DES TERRITOIRES

L'ÉTÉ CANICULAIRE 2022 a fait prendre conscience à de nombreuses collectivités des effets du dérèglement climatique et de la nécessité de s'y préparer. Le master « changement climatique, adaptation, territoires », qui a ouvert ses portes à l'université de Bourgogne à la rentrée de septembre, propose d'allier l'expertise de la géographie à celle de la climatologie, afin d'aider les territoires à faire face à l'urgence écologique. Accessible notamment aux étudiants géographes, la formation vise à faire d'eux des professionnels *« capables de comprendre et de détecter le changement climatique et ses impacts environnementaux au niveau local. Puis de mettre en place des politiques d'atténuation et d'adaptation à ces effets, particulièrement en milieu urbain »*, résume Nadège Martiny, l'une des deux climatologues responsables de la formation.

Sont prévus des cours de climatologie, de statistiques ou d'analyse et de modélisation de données géographiques (températures, pollution atmosphérique, etc.), en y intégrant aussi des savoirs techniques afin de concevoir ou de mettre en œuvre des politiques locales d'adaptation, *« par exemple en travaillant sur la valorisation de l'aménagement végétal urbain »*. A l'issue de la formation, les diplômés peuvent intégrer des bureaux d'études et cabinets de conseil, des collectivités territoriales, des administrations de l'Etat, ou continuer dans la recherche. ●

SÉVERIN GRAVELEAU

SACLAY
PILOTER DES PROJETS DE LA POST-CROISSANCE

DEVENIR OPÉRATIONNEL dans la gestion de projets liés à la transition écologique : c'est l'objet du master « gouvernance de la transition, écologie et société ». Proposé par l'université de Paris-Saclay, il est dispensé sur le campus d'AgroParisTech, à Palaiseau (Essonne). S'il présente une coloration « sciences politiques », il revendique une approche pluridisciplinaire, avec un tiers des cours assurés par des écologues. Au menu, des cours autour de la décision publique dans un monde incertain, la mobilisation citoyenne, la négociation de projets, ainsi que le droit de l'environnement, l'alimentation durable…

La formation s'adresse avant tout à des étudiants issus des sciences humaines ou politiques, mais aussi à des personnes en reconversion. Bruno Villalba, son directeur, assume volontiers une posture radicale, notamment par rapport à la notion de « développement durable », qu'il estime complètement dépassée. L'enjeu est plutôt la décroissance, ou la postcroissance. *« Nous partons de l'idée que le capital naturel n'est pas substituable au capital technique ou financier »*, explique ce professeur, spécialiste de la sobriété et des enjeux de justice sociale associés à la question climatique. Très demandé, son master reçoit entre cent cinquante et deux cents candidatures chaque année, pour vingt places. Une grande partie des diplômés s'insèrent dans des associations ou des administrations, où ils conçoivent des politiques de transition. ●

JESSICA GOURDON

PARIS
IMAGINER LA VILLE DE DEMAIN

COMMENT RENDRE LA VILLE durable, favoriser l'économie circulaire, l'utilisation d'énergies renouvelables, l'éco-conception et l'écoconstruction ? Depuis 2019, le master « urbanisme et aménagement : ville héritée et développement durable » de Sorbonne Université occupe ce créneau, associant les savoirs de l'architecture, de l'urbanisme et des sciences. Les étudiants qui postulent ont fait aussi bien des études littéraires que d'économie, d'architecture ou de droit. Leur point commun ? *« Dans les lettres de motivation, l'intérêt pour la transition environnementale est capital »*, explique Loïc Prieur, codirecteur du master. Et elles sont nombreuses : entre cinq cents et six cents demandes chaque année, pour une cinquantaine de places.

Les questions liées à la transition environnementale sont introduites dès le tronc commun, notamment avec l'intervention d'enseignants de la faculté de sciences qui dispensent des cours sur la résilience et la régénération urbaine. A la sortie du parcours, les diplômés travaillent en tant qu'urbanistes indépendants, en bureau d'études ou en agence d'architecture. *« Vingt pour cent de nos étudiants sont employés dès leur stage. Et 90 % ensuite,* affirme Patrizia Ingallina, la directrice du master. *L'urbanisme est révélateur d'enjeux sociétaux, son enseignement doit évoluer au fur et à mesure que les sociétés évoluent. La résilience urbaine est devenue un impératif. »* ●

MARGHERITA NASI

LA ROCHELLE
INVENTER UN LITTORAL DURABLE

C'EST UNE OFFRE aussi pointue qu'interdisciplinaire que recouvre le master « sciences pour l'environnement » de La Rochelle Université. Résolument tourné vers la mer et les pressions exercées sur elle, il se penche spécifiquement sur les littoraux. Les côtes sont appréhendées comme des laboratoires du changement climatique. En effet, les enjeux écologiques s'y entrecroisent : pression touristique, impact du commerce international, menace de submersion, fragilisation de la biodiversité… Le master propose quatre parcours : biologie (ou « gestion de l'environnement et écologie littorale », le plus prisé), géographie, géoscience et management. L'étudiant choisit l'un d'eux comme majeur, mais près de la moitié de ces enseignements correspond à des cours interdisciplinaires.

« Pour apporter des réponses pertinentes aux défis environnementaux actuels, on ne peut pas être seulement un expert de sa discipline, il faut être capable de dialoguer avec d'autres spécialistes », souligne le responsable du cursus, Benoît Simon-Bouhet. Avec un taux d'insertion à six mois de 70 %, le master rochelais ouvre la porte de structures comme les parcs marins, les réserves marines, les associations de protection de l'environnement ou encore les collectivités situées sur des côtes. ●

ALICE RAYBAUD

TRANSFORMER LES PROCÉDÉS INDUSTRIELS

DEPUIS 2009, l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (Ensam) propose, à Paris, un mastère spécialisé « manageur du changement et de l'innovation durable ». On y apprend la maîtrise des procédés de l'éco-innovation appliqués au cycle de vie d'un produit industriel, de sa conception à son recyclage. Le cursus s'adresse aux ingénieurs, mais pas seulement : des diplômés d'autres disciplines, avec une coloration technique ou scientifique, peuvent être acceptés. Après les douze mois de formation, les élèves sont capables d'analyser l'ensemble d'une chaîne de production et d'y intégrer des règles d'écoconception, les contraintes réglementaires et les besoins des clients, dans le cadre de la stratégie de développement durable d'entreprise.

« Les élèves sont dans une démarche professionnalisante et d'engagement personnel, explique Xavier Chateau, directeur adjoint de l'Ensam. *Ils viennent acquérir des outils qui répondront à l'urgence climatique. Ils recherchent du sens pour leur métier. »* Les nouveaux postes qu'ils occuperont sont ceux de chargés de mission économie circulaire, chef de projet éco-innovation, ingénieur développement durable… Chaque année, l'Ensam forme dans ce mastère dix-huit apprenants. La sélection à l'entrée est d'un admis pour trois candidats. Son coût est de 12 500 euros. Deux tiers des élèves de ce mastère sont des femmes, alors qu'elles sont en minorité dans les écoles d'ingénieurs. ●

ÉRIC NUNÈS

A **Stanford,** turbulences autour de la faculté du climat

Des manifestants ont perturbé l'inauguration, fin septembre, du centre pluridisciplinaire sur la durabilité de l'université californienne. Certains professeurs et étudiants dénoncent les partenariats avec l'industrie fossile

SAN FRANCISCO - *correspondante*

A peine inaugurée, déjà source de polémique. La nouvelle faculté de l'université Stanford – la première créée par la prestigieuse université californienne depuis soixante-dix ans – a ouvert ses portes le 1er septembre. Son nom : la Stanford Doerr School of Sustainability (« école de la durabilité »). Elle est entièrement consacrée à la planète, au climat et aux solutions pour accélérer la transition énergétique. Son objectif est de former une génération de dirigeants capables d'amener l'humanité à zéro émission de dioxyde de carbone.

La Doerr School a pu être lancée grâce à un don de 1,1 milliard de dollars (1,13 milliard d'euros), le plus important que Stanford ait reçu dans son histoire – et le deuxième dans une institution universitaire après le don de 1,8 milliard de Michael Bloomberg, en 2018, à l'université Johns-Hopkins, à Baltimore (Maryland). Les mécènes : le milliardaire John Doerr, l'une des figures historiques du capital-risque dans la Silicon Valley – ex-ingénieur chez Intel, il a été parmi les premiers à prendre des parts dans Netscape, Compaq, Amazon, Google – et son épouse, Ann, présidente du conseil d'administration de la Khan Academy, la plate-forme d'enseignement gratuit en ligne.

L'investisseur s'est lancé quand il a vu l'émoi de sa fille de 16 ans devant le documentaire, sorti en 2006, de l'ancien vice-président américain Al Gore, *Une vérité qui dérange*, a-t-il raconté lors de l'inauguration de l'école, le 29 septembre. *« Papa, ta génération a créé ce problème. Tu ferais mieux de le résoudre »*, lui avait-elle lancé. Selon le mécène, *« le climat sera la nouvelle science informatique. Ce à quoi les jeunes veulent consacrer leur vie »*.

COALITION D'OPPOSANTS

C'est Arun Majumdar qui endosse le rôle de doyen de la nouvelle faculté. Ce professeur d'ingénierie mécanique est *senior fellow* à la Hoover Institution, le think tank conservateur de Stanford, dont il copréside le groupe de travail sur l'énergie et le climat. Le 29 septembre, alors qu'il s'apprêtait à prendre la parole devant quelque 600 invités, une centaine de manifestants ont perturbé la cérémonie. Depuis que le projet a été annoncé, en mai, il fait l'objet de critiques de la part d'étudiants, de professeurs et de scientifiques, rassemblés dans un groupe appelé Coalition for a True School of Sustainability (« coalition pour une vraie école de la durabilité »). Ils réclament que la Doerr School s'engage à refuser les subventions de l'industrie fossile. Ils estiment que l'institution perd en crédibilité en les acceptant, d'autant qu'elle est richement dotée – outre le don du couple Doerr, d'autres contributions ont porté le total des ressources de la faculté à 1,69 milliard de dollars.

Dans une lettre adressée le 25 mai à la communauté de la Doerr School, le doyen Arun Majumdar s'était déjà efforcé de rassurer les opposants. *« L'école ne prévoit pas de solliciter des fonds des compagnies de pétrole et de gaz pour ses opérations courantes »*, avait-il signifié. Avant d'ajouter : *« Je veux noter aussi que, corollaire de la liberté académique, les membres de la faculté ont le droit de créer et de poursuivre des engagements de recherche avec n'importe quelle entreprise tant qu'ils sont en accord avec notre politique sur le campus. »* Aux yeux de la Coalition for a True School of Sustainability, l'engagement laisse de côté le cas du financement par l'industrie fossile de quatorze programmes industriels affiliés, auxquels contribuent Chevron, ExxonMobil, Saudi Aramco, et d'autres compagnies pétrolières encore. Projets qui ne visent évidemment pas à *« laisser le pétrole dans le sous-sol »*, comme le réclament les écologistes.

LA LÉGITIMITÉ DE LA DOERR SCHOOL EST ENTACHÉE PAR CES CONTRIBUTIONS « ENNEMIES », SELON L'HISTORIENNE DES SCIENCES NAOMI ORESKES

Dans le magazine *Scientific American* d'octobre, l'historienne des sciences Naomi Oreskes estime que la légitimité de la nouvelle école est entachée par ces contributions *« ennemies »*. Elle relève qu'Arun Majumdar est l'ancien directeur de l'Institut Precourt pour l'énergie, qui a accepté une subvention de 20 millions de dollars du pétrolier Shell en 2019. *« Comme beaucoup d'administrateurs d'autres universités (dont la mienne), il pense que nous devons engager la discussion avec l'industrie qui précisément nous a précipités dans cette crise du climat et de la durabilité »*, écrit la chercheuse, qui enseigne à Harvard. *« Est-ce que vous recruteriez un dealeur de drogue non repenti pour éliminer la toxicomanie ?*, interroge-t-elle. *Je sais que je ne le ferais pas. »*

INTERDISCIPLINARITÉ

La nouvelle faculté affiche pourtant de grandes ambitions. Elle est conçue autour de trois axes : Terre, climat, société. Elle rassemble des départements académiques traditionnels qui traiteront des sciences de la Terre et des planètes, de la recherche sur les énergies, de l'urbanisme durable, de la sécurité alimentaire et en eau, des facteurs environnementaux de la santé, du comportement humain. A quoi s'ajoutent plusieurs instituts interdisciplinaires – certains existaient déjà, comme le Woods Institute for the Environment ou la School of Earth, Energy & Environmental Sciences, d'autres sont nouvellement créés, tel l'Institute for Sustainable Societies.

Enfin, un incubateur doit favoriser le développement de solutions concrètes, technologiques comme politiques. *« Cette approche ne va pas seulement permettre une plus grande collaboration entre chercheurs. Elle va aussi donner aux étudiants la possibilité d'obtenir des doubles diplômes, qui rapprocheront science et affaires, droit et humanités*, s'est félicité le milliardaire Bill Gates, qui a visité le laboratoire de plusieurs chercheurs avant l'inauguration. *Les défis traversent des champs multiples. La prochaine génération de leaders doit pouvoir en faire autant. »* ●

CORINE LESNES

PRINCETON, HARVARD ET LES AUTRES

L'université de Princeton (New Jersey) a annoncé, fin septembre, la décision du conseil d'administration de se retirer de tous les investissements dans les énergies fossiles. Soit 1,7 milliard de dollars (1,73 milliard d'euros). En outre, tous les dons et subventions de ce secteur seront refusés à l'avenir. Il y a un an, Harvard prenait déjà ce tournant. Le 9 septembre 2021, l'université du Massachusetts annonçait qu'elle retirait l'argent investi, par le biais de son très riche fonds de dotation, dans les secteurs du pétrole et du gaz. Un arbitrage attendu depuis dix ans par les étudiants. *« Le changement climatique est la menace la plus lourde de conséquences que l'humanité ait à affronter »*, avait alors justifié son président, Lawrence Bacow. Harvard étant l'université la plus riche des Etats-Unis – son fonds de dotation s'élevait à 42 milliards de dollars (alors 36 milliards d'euros) –, la décision de son conseil d'administration avait aussitôt eu des répercussions sur les campus : Boston University, assise sur un trésor de 3 milliards de dollars, avait emboîté le pas le 23 septembre 2021, expliquant vouloir *« être du bon côté de l'histoire »*. L'université du Minnesota avait fait de même le lendemain. *« Harvard était le symbole du statu quo*, avait alors commenté Richard Brooks, de l'organisation Stand.earth, de San Francisco. *Le curseur s'est déplacé. L'opinion évolue en faveur d'actions plus fortes pour le climat. »*

LE COLLECTIF, LA FORCE DES NÉOPAYSANS

Reportage Le modèle des fermes partagées est plébiscité par ceux qui se convertissent à l'agriculture. Maraîchage, élevage, fabrication de pain, vente en direct… Des activités diversifiées qui permettent de partager les coûts et pallier l'isolement

SAINT-LATTIER (ISÈRE) - *envoyée spéciale*

Dans la pièce de vie commune, les objectifs ont été tracés au marqueur sur un grand tableau blanc : *« renouveler les générations »*, *« sortir du surendettement »*, *« rendre le métier non sacrificiel »*, *« relocaliser »*… La petite dizaine de paysans de la ferme collective La Clef des sables y jette, de temps à autre, un coup d'œil, comme un rappel régulier à la « raison d'être » de cette exploitation atypique située à Saint-Lattier, en Isère. Au commencement de l'histoire, un seul agriculteur qui, au seuil de la retraite, cherche un successeur pour ses 50 hectares de noyers, d'asperges et de grandes cultures. A ce moment-là justement, le vétérinaire du coin, Nicolas Gohier, pas encore 40 ans, envisage de troquer sa casquette de soignant. Il le rejoint comme salarié en 2019, puis se positionne comme repreneur.

Pour ce néopaysan pourtant, *« pas question de poursuivre seul »* l'aventure agricole : elle sera collective, pour en alléger la charge et combattre l'isolement. Il impulse alors le projet de La Clef des sables, que rejoignent trois maraîchers, une productrice de plantes aromatiques, un boulanger meunier et, bientôt, une éleveuse fromagère. Dans cette ferme pensée sur un modèle agroécologique, le matériel est partagé. L'achat des bâtiments et de terres supplémentaires – une partie reste en location – est mutualisé grâce à une société coopérative d'intérêt collectif. Les parts sont détenues par les paysans, mais aussi par des proches ou des habitants du coin. *« Cela permet d'éviter que les agriculteurs soient seuls à prendre les risques financiers de la subsistance alimentaire »*, souligne Nicolas Gohier.

STRUCTURE MOINS ALIÉNANTE

Une manière de repenser le rapport à la propriété et au travail de la terre, à l'heure où le métier n'attire plus suffisamment et où un agriculteur sur deux prendra sa retraite d'ici à 2030 sans certitude d'être remplacé. Ici, chaque paysan est responsable de son atelier, mais peut compter sur le collectif pour être relayé sur ses astreintes et s'offrir ainsi de partir en week-end ou en congé. Toutes les semaines, une réunion du collectif permet de notifier ses besoins, notamment en matériel. *« Nicolas avait racheté les trois tracteurs de l'exploitation. On les utilise tous un peu, donc on note nos heures d'utilisation et on les rend en travail, par exemple sur le tri des noix »*, explique Mathieu Denis, 37 ans, venu de l'événementiel et en « stage test d'installation » en maraîchage.

A l'image des fermiers isérois, le choix du collectif est une idée qui fait son chemin parmi les jeunes qui souhaitent aujourd'hui se lancer dans l'agriculture. Pour la plupart très diplômés, non issus du milieu agricole et souvent en reconversion professionnelle, ils y voient l'opportunité d'imaginer un modèle moins aliénant et avec davantage de sens. *« Je n'ai jamais souhaité m'installer seule*, explique Paloma Cuevas, 36 ans, productrice de petits fruits et de raisin de table à La Clef des sables. *On a eu tendance à romantiser l'image de l'agriculteur seul dans son champ. Mais le travail agricole est vraiment difficile, physiquement, moralement, financièrement… Etre nombreux aide à ne pas flancher. »*

Lucas Théodose, le responsable de l'atelier maraîchage de 27 ans, acquiesce. S'il lui avait fallu trop s'endetter pour acheter du matériel, il n'aurait certainement pas passé l'année précédente, où la récolte fut mauvaise en raison des fortes précipitations tombées en Isère. *« L'installation en collectif est aussi un moyen de rendre le métier désirable, en le vivant dans des conditions dignes et compatibles avec une existence à côté*, ajoute-t-il. *Ne destiner le métier qu'à une minorité de forçats, capables de se sacrifier entièrement pour leur boulot, ne permettra pas de répondre aux besoins de milliers de paysans dans les années à venir. En cela, c'est très politique. »*

> **« L'INSTALLATION À PLUSIEURS EST UN MOYEN DE RENDRE LE MÉTIER DÉSIRABLE, EN LE VIVANT DANS DES CONDITIONS DIGNES »**
> LUCAS THÉODOSE
> maraîcher
> de La Clef des sables

Le modèle de la ferme collective (ou « ferme partagée ») est ainsi envisagé comme un moyen de pallier la désertion du monde agricole. Alors que ce dernier vit une crise des vocations, nombre de fermes de moyenne et grande tailles qui se libèrent (la majorité aujourd'hui) ne trouvent pas de repreneurs. Des surfaces trop chères (le prix de la terre a doublé en vingt ans), trop contraignantes… L'ingénieure agronome Maëla Naël s'est rendu compte, lorsqu'elle accompagnait des installations en Ile-de-France, que les jeunes étaient surtout attirés par l'imaginaire de la « microferme »… et qu'une majeure partie des surfaces moyennes disparaissait, donc, au profit de l'agrandissement d'autres exploitations.

Possible « troisième voie » entre micro et mégaferme, le collectif s'impose alors peu à peu comme une solution pour faciliter l'accession à la terre et en limiter les risques, notamment grâce à la pluriactivité. *« Cela devient vital pour les agriculteurs de ne plus reposer entièrement sur une seule activité, afin de pouvoir faire face aux futures crises climatiques »*, souligne Maëla Naël, qui publie *Fermes collectives, le guide (très) pratique* (France agricole, 272 pages, 29 euros), issu de ses recherches et de sa propre expérience. En 2021, avec quatre amis jeunes agronomes, ils ont repris une ferme laitière dans le Morbihan, pour y élever des brebis et des vaches, mais aussi produire du pain et des légumes.

« DU TEMPS POUR SOI »

A leur image, *« les jeunes qui sortent d'écoles d'agronomie sont de plus en plus nombreux à évoquer cette envie*, observe Cécile Gazo, doctorante en sociologie à l'Institut national polytechnique de Toulouse, spécialisée dans l'installation des jeunes agriculteurs. *Cela illustre vraiment les aspirations de ces profils très diplômés, qui se tournent vers l'agriculture : garder du temps pour soi, ne pas forcément s'engager dans une carrière à vie, mettre les énergies en commun pour penser une paysannerie écologique innovante. »* Si bien que, depuis deux ans, *« des start-up, qui ont identifié la demande, se sont même créées sur ce créneau et commercialisent l'aide à la création de fermes collectives »*, note-t-elle.

Un des instigateurs du discours qui appelait à une « bifurcation », lors de la remise de diplômes d'AgroParisTech en avril dernier, Théophile Duchâteau, 24 ans, se souvient de la vive écoanxiété qui l'a saisi au milieu de son cursus : *« Avec un ami de l'école, on a senti à ce moment-là comme une urgence : trouver vite un moyen de subsistance alimentaire en autonomie, pour résister à la crise qui s'annonce. »* C'est sur ces premières bases que germent leur projet agricole, puis l'idée d'une ferme collective avec vente en circuit court, à laquelle s'agrègent un autre ami en formation de

A La Clef des sables, à Saint-Lattier (Isère), le 28 septembre. Mathieu Denis, en stage de maraîchage, Céline Autissier, productrice d'herbes aromatiques, et Lucas Théodose, maraîcher, expérimentent la vie en partage. Autour de la table, de droite à gauche : Nicolas Gohier, nuciculteur, Céline Autissier et son beau-père, et Paloma Cuevas, productrice de fruits.
BRUNO ANSELLEM POUR « LE MONDE »

maraîcher, quatre brasseurs et un boulanger reconverti en paysan meunier.

« Face au ravage écologique, on ne pouvait pas rester sur le banc comme ingénieur à remplir des tableurs Excel », estime Théophile Duchâteau, qui compte s'atteler au maraîchage, à l'élevage de poules pondeuses et à de l'agroforesterie. Aidées par la structure Terre de liens, qui facilite l'accès au foncier aux néopaysans, les huit personnes du projet vont s'installer dans une ferme de 80 hectares dans le Tarn. A terme, ils souhaitent partager l'ensemble de leurs revenus, pour être rémunérés à égal montant. Et une fois le corps de ferme rénové, tous s'y installeront pour vivre collectivement.

« Dans beaucoup de ces projets, la vie collective n'est pas qu'un moyen mais une fin en soi, avec derrière une volonté de transformation sociale et de s'extraire de l'individualisme », analyse Delphine Laurant, chercheuse en agroécologie, qui vient de soutenir sa thèse sur l'installation en ferme collective à l'université de Montpellier. C'est le cas du récent collectif Tête-bêche, dans lequel dix amis trentenaires ont décidé de reprendre une ferme du Finistère et d'y vivre ensemble. *« On ne voulait pas s'isoler chacun dans un pavillon : regrouper les habitats autant que le travail a des avantages économiques et écologiques »*, explique Julien Renault, gestionnaire de ressource en eau devenu boulanger, qui souhaite également profiter des compétences acquises par ses camarades reconvertis en maraîchage pour se former.

« On voit le projet comme un moyen d'expérimenter un mode de gouvernance, qu'on veut horizontale avec des décisions prises en consentement mutuel », ajoute-t-il. A travers des réflexions sur la reprise en main de la production alimentaire et sur la notion de « gouvernance partagée », ces projets sont toujours, en creux, très politiques. Quasi systématiquement, ils s'accompagnent d'un développement d'actions sociales et culturelles en parallèle de l'activité agricole, avec le désir de s'inscrire dans les réseaux de solidarité locaux et de les alimenter. Une guinguette pour Tête-bêche, un bar dans le projet des diplômés d'AgroParisTech, un marché hebdomadaire, suivi d'un concert ou d'un spectacle, pour La Clef des sables…

ENCORE PEU D'ACCOMPAGNEMENT

« C'est cette autre manière d'exercer le métier, dans des espaces pouvant être pensés comme des tiers lieux, qui séduit ce nouveau public non issu du monde agricole », souligne Jean-Luc Chautagnat, codirecteur général des Fermes partagées, un « archipel coopératif » qui accompagne des projets collectifs de ce type, dont La Clef des sables depuis deux ans. La jeune structure reçoit plusieurs sollicitations chaque semaine de la part de porteurs de projets, signe d'un vrai engouement. Même si la concrétisation effective n'est, derrière, pas toujours aisée. D'abord parce que les banques rechignent à suivre, puis, répètent-ils tous, parce qu'*« aucune case ne nous correspond »* dans les dossiers des institutions.

Si certains voudraient pousser jusqu'au bout la logique de mutualisation des revenus en allant sur un statut du type société coopérative et participative, ils se rendent comptent que ce dernier est difficilement applicable au monde agricole, notamment parce qu'il empêche de toucher les aides financières auxquelles les agriculteurs ont droit individuellement. Comme autre obstacle, nombre d'entre eux citent aussi le fameux PFH ou « putain de facteur humain ». Théorisée par l'astrophysicien Hubert Reeves, cette réalité vient compliquer ces aventures collectives encore trop peu accompagnées.

« Les institutions commencent à peine à prendre conscience de notre existence… Et, d'un coup, on est sollicités tous azimuts pour présenter nos modèles », s'amuse Paloma Cuevas, à La Clef des sables, qui se vit encore comme en expérimentation de ces nouvelles pratiques. Sur le tableau blanc de la pièce commune, devant la mention *« raison d'être »*, a d'ailleurs été noté : *« à amender »*. Face à la crise agricole, tout reste encore à inventer. ●

ALICE RAYBAUD

Champs libres à l'Ecole Du Breuil

Un an pour apprendre à cultiver autrement en Ile-de-France. Voilà l'ambition d'un cursus proposé par l'établissement parisien et prisé par des cadres en reconversion

La communication digitale en agence, c'est terminé pour Elise Sanceaume. La Parisienne de 34 ans, diplômée d'une école d'art et d'un master en édition, a pris un virage radical cette année : elle suit une formation de dix mois pour décrocher le brevet professionnel agricole à l'Ecole Du Breuil, installée dans le bois de Vincennes, véritable sésame pour se lancer dans ce domaine. Au menu de la formation : l'apprentissage de techniques du maraîchage bio, mais aussi des cours de droit, de comptabilité, de gestion de projet, de biologie des sols… Le tout assorti d'activités pratiques dans le jardin potager de 10 hectares que possède la structure. Bientôt, Elise Sanceaume compte s'installer en tant qu'agricultrice. *« Idéalement, j'aimerais créer un lieu avec une activité agricole, ouvert au public. En attendant, je compte multiplier les expériences en arboriculture, savonnerie, conserverie, pour avoir une vision de ce que je veux faire »*, dit-elle.

Autant le dire d'emblée : les élèves de l'Ecole Du Breuil ne ressemblent pas au public traditionnel des brevets professionnels agricoles. L'établissement, le seul à proposer cette formation à Paris, accueille surtout des jeunes diplômés ou des cadres en reconversion. L'actuelle promotion compte des anciens communicants, une responsable marketing, une journaliste, une costumière, une juriste… Des Parisiens qui ont quitté leur emploi au bout d'une ou deux années d'exercice, parfois après quinze ou vingt ans de métier. Une aspiration associée, pour la plupart de ces citadins, à des convictions écologistes et à une envie de vivre plus près de la nature.

Sylvia Madec, 42 ans, qui exerçait dans le marketing pour le secteur du tourisme, explique son désir de reconversion par une sensation de *« perte de sens »* dans son métier, doublée d'une *« écoanxiété »* devenue difficile à gérer. *« A un moment, c'est devenu une évidence : je voulais travailler au contact du monde végétal, avoir une place qui me corresponde mieux dans la société »*, dit-elle. La formation de l'Ecole Du Breuil, toute récente (elle n'est certifiée que depuis 2020), reçoit plus d'une centaine de candidatures pour ses deux sessions de vingt-cinq places. La plupart des élèves obtiennent des financements pour assumer les 7 800 euros de frais de scolarité, grâce à des dispositifs d'aide à la reconversion pour les demandeurs d'emploi, leur compte personnel de formation, ou les fonds alloués à la formation continue dans leurs entreprises.

« LA DÉMARCHE MILITANTE DE NOS ÉLÈVES EST TELLE QUE LA CONFRONTATION AVEC LA RÉALITÉ EST PARFOIS DURE »
MARIE MONJAUZE
directrice du développement

« On veut former une nouvelle génération d'agriculteurs qui pourront changer le modèle agricole de l'Ile-de-France », déroule Marie Monjauze, la directrice du développement de cette école créée en 1867 par le préfet Haussmann, pour former des jardiniers alors que Paris se dote de ses premiers espaces verts. Cela passe, selon elle, par la mise en place de circuits courts, la revitalisation de sols *« appauvris par la monoculture »*, la moindre utilisation d'intrants, le respect de la biodiversité. Elle poursuit : *« La moitié des agriculteurs vont partir à la retraite d'ici dix ans. Il y a un enjeu critique de se réapproprier les terres, et de repenser le modèle agricole francilien pour limiter les risques sur l'approvisionnement alimentaire des grandes villes. »*

Les élèves de l'Ecole Du Breuil ont bien conscience du prix à payer pour de telles reconversions. Tous ceux que nous avons interrogés ont accepté de renoncer à un certain confort de vie, et notamment de diviser leur salaire *« par deux, voire par trois »*, observe Sylvia Madec. Tous savent aussi que ce type de décision peut provoquer des tsunamis dans leur vie personnelle. *« Lors de la première promotion, sur les vingt-quatre élèves, il y en a neuf qui se sont séparés de leur conjoint pendant l'année ou la suivante… »*, dit, sans blaguer, Marie Monjauze. *« Ce n'est pas un job 9 heures-17 heures. C'est un mode de vie, une passion, c'est très chronophage. Dans un couple, cela implique d'adhérer à des valeurs partagées. Sinon, la pilule est amère,* admet la responsable. *Il y a une telle démarche militante chez nos élèves que la confrontation avec la réalité est parfois dure. »*

PROJETS À PLUSIEURS

Mais la formation initiale de ces surdiplômés n'est jamais perdue. Tous comptent capitaliser sur leur vie passée (leurs réseaux, leurs expériences) pour inventer leur manière d'exercer dans ce domaine. Beaucoup ont envie de s'installer dans des fermes collectives, avec des projets qui, par exemple, renouvellent le tourisme à la ferme. Chloé Jakubowicz, 30 ans, de la promotion 2016 de HEC, a décroché le diplôme de l'Ecole Du Breuil en 2020 et a passé les deux dernières années à enchaîner les stages de maraîchage, notamment dans des potagers de chefs. Avec Alice Chabanon, une amie de HEC qui a passé son CAP cuisine, elles vont ouvrir leur restaurant à Paris, une « cantine » adossée à une ferme agroécologique. Evidemment, ne seront servis que des produits de saison. La com est déjà bien huilée : *« De la ferme à l'assiette ! »*

« Cette nouvelle vie, je ne la ressens pas comme un déclassement, insiste

TOUS COMPTENT CAPITALISER SUR LEUR VIE PASSÉE POUR INVENTER LEUR MANIÈRE D'EXERCER DANS L'AGRICULTURE

Chloé Jakubowicz. *Comme consultante, j'avais l'impression de toucher des sommes dont je n'avais pas besoin. Je vivais dans un monde où chacun ne se définissait que par son salaire et son diplôme. Je me sens libérée de tout cela. »* Ses parents, des ingénieurs installés en vallée de Chevreuse, l'ont toujours beaucoup poussée dans ses études et ont financé sa très coûteuse scolarité à HEC. *« Sur la fin de leur carrière, ils ont connu des plans sociaux, ils sont un peu revenus de ce monde de l'entreprise. Sur le tard, ils se sont reconvertis : ils tiennent une chambre d'hôte. Ce changement de vie leur a fait relativiser la vision du succès. »*

D'autres anciens de l'Ecole Du Breuil se sont lancés dans des projets d'agriculture urbaine – une spécialité forte de l'établissement. Ainsi, Marianne Pechabrier, ex-professeure de français, sortie il y a deux ans, a été embauchée par l'association Veni Verdi : elle donne des cours d'agriculture urbaine et gère le potager d'entreprise d'Enedis, installé sur un toit dans le 15e arrondissement. Elle accueille des salariés du gestionnaire du réseau électrique, organise des visites pédagogiques. Sur son bulletin de salaire, pas plus de 1 500 euros par mois : elle doit continuer à donner des cours de français pour boucler son budget. *« Je gagne moins qu'en étant prof, mais j'apprends le métier. Quand j'arrive sur le toit, le matin, je vois des sauterelles, des papillons, c'est de l'émerveillement au quotidien. »* Si elle reconnaît que ce type de potager ne va pas nourrir grand monde, elle défend la nécessité de verdir davantage les villes. *« Les jardins sur les toits, ça préserve la biodiversité, ça fait baisser la température, ce sont des lieux de formation… Et, surtout, ça fait du bien aux gens. »*

Céline Decaris, 46 ans, de la promotion 2020, a aussi suivi cette voie : elle répond à un appel d'offres de la Ville de Paris, les Parisculteurs, pour ouvrir une ferme florale dans le bois de Boulogne – non loin de son appartement du 16e arrondissement. Elle cultive des tournesols, des dahlias, vend ses bouquets à des particuliers ou à des restaurants. Bientôt, elle se lancera dans les fleurs comestibles. Son salaire a été *« divisé par deux »* depuis qu'elle a quitté le service communication des laboratoires pharmaceutiques Pierre Fabre. *« Au début, mon conjoint et mon fils de 13 ans étaient déstabilisés par cette nouvelle vie. Maintenant, ils sont à fond, même si je travaille le week-end »*, témoigne-t-elle. Elle a trouvé son équilibre, ne regrette rien. *« J'ai l'impression de faire quelque chose d'essentiel, d'être moins dans le superflu. Je peux m'extasier devant un bourdon ! Et je n'ai plus besoin de surconsommer pour me sentir bien… »* ●

JESSICA GOURDON

Léa Falco, place Denfert-Rochereau, à Paris, le 4 octobre. BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

LA RELÈVE

LÉA FALCO
LA VOIX VERTE

A 24 ans, la militante du collectif Pour un réveil écologique s'est taillé une place dans les médias. Devenant la porte-parole d'une génération aux prises avec la crise climatique

Je vous conseille d'avoir toujours vos EDL prêts pour les plateaux télévisés », lance Léa Falco, avec le débit de mitraillette dont elle ne parvient pas à se défaire. L'une des membres du groupe de désobéissance civile qu'elle forme à intervenir dans les médias, ce soir-là, traduit aux autres : *« Les EDL, ce sont les éléments de langage. » « Oui, pardon »*, dit en riant la jeune femme. Dans la petite salle de l'Académie du climat, structure lancée par la Ville de Paris en 2021, elle déroule sa présentation, préparée dans le RER juste avant d'arriver pour cause de journée *« intense »*. Et liste les questions à se poser avant de passer à l'antenne : *« Comment je me présente ? Quelle est ma légitimité ? Comment je m'habille ? »*

Appliqué à elle-même, cela donne : Léa Falco, 24 ans, membre du collectif Pour un réveil écologique, dont le manifeste a été signé par 33 000 étudiants, surtout de grandes écoles, afin d'accélérer la transition écologique en agissant dans l'enseignement supérieur et les entreprises. Tout juste diplômée de Sciences Po Paris, elle ne se sent pas toujours légitime, mais *« [a] des choses à dire »* en tant que *« militante écolo »* d'une génération qui sera durement frappée par la crise climatique. *« J'aime le défi intellectuel de répondre du tac au tac aux arguments des autres. »* Quant à sa tenue, elle opte invariablement pour des costumes. Elle *« adore »* et, sans cela, on ne la *« prend pas au sérieux »*.

« UNE BONNE CLIENTE »

La recette fonctionne : la jeune femme enchaîne les interventions publiques. Dans « C ce soir » sur France 5, sur le plateau de LCP, au micro de RTL ou de France Bleu, comme dans les congrès et colloques, elle débat aussi bien de l'injustice climatique après les tragiques inondations au Pakistan que de l'impact environnemental du projet de loi de finances (PLF) ou de la nécessité d'abaisser la vitesse sur les autoroutes à 110 km/h. A chaque fois, elle déploie la même aisance à l'oral et une maîtrise des dossiers qui impressionnent ceux qui la côtoient. *« Les médias me voient comme une bonne cliente »*, admet-elle.

Sa pratique de l'art oratoire, jeune, l'a aidée. Elle a aussi poli ses « EDL » pendant son année aux « Grandes Gueules », sur RMC. A son compteur : une quarantaine d'émissions, de trois heures chacune, pour tenter de s'adresser à un public qu'*« on ne touche jamais en tant qu'écolo »*. A l'image de ses parents, électricien et infirmière en psychiatrie à Melun (Seine-et-Marne) et auditeurs du talk-show. L'expérience lui laisse un arrière-goût amer : *« On n'a pas le temps pour les nuances et le cadrage est tel qu'on ne peut pas gagner. »* Les autres pensionnaires, *« libéraux »*, tentent de la décrédibiliser et de l'enfermer dans la case de l'écolo de gauche, étudiante et parisienne, adepte d'une « écologie punitive ». Elle n'a pas été reconduite à la rentrée. Motif : *« Pas le profil "Grandes Gueules". »*

Derrière ce personnage médiatique, qui aime la nuance mais que le clash n'intimide pas, se cache en effet une « techno » pure et dure. Loin d'appeler à *« déserter »*, comme l'ont fait les ingénieurs diplômés d'AgroParisTech en mai, ou à désobéir, à l'image d'Extinction Rebellion, Léa Falco cherche à *« changer les choses de l'intérieur »*. Avec Pour un réveil écologique, elle se positionne comme une interlocutrice crédible des politiques et des chefs d'entreprise. Mais elle n'y voit pas d'opposition : la désobéissance civile des autres militants lui sert de levier, car elle *« montre que les gens sont mécontents »*, explique celle qui se définit comme *« pragmatique »* et *« rationnelle »*.

Une ligne qui n'est pas du goût de tous dans le mouvement pour le climat. *« En jouant avec les codes du système, le risque est de renforcer l'écologie libérale »*, prévient Léna Lazare, l'une des porte-parole de Youth for Climate France, qui défend de contraindre les pouvoirs politiques et économiques plutôt que de les convaincre.

N'en déplaise, Léa Falco et son collectif multiplient les stratégies pour déclencher une *« transformation écologique »* – un terme qu'elle préfère à celui de transition. Ce sont eux qui ont placardé un résumé du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – dont ils ont lu les dix mille pages – dans les métros parisiens et lyonnais, ainsi que dans cinq cents gares SNCF. Eux, encore, qui ont organisé en juin, avec des scientifiques et l'ancien député écologiste Matthieu Orphelin, une courte formation aux enjeux du climat et de la biodiversité à laquelle ont assisté cent cinquante-quatre députés fraîchement élus, soit un quart de l'Hémicycle, la première du genre.

Ces coups d'éclat masquent un travail de l'ombre : disséquer le PLF, pondre des rapports sur l'emploi dans la transition écologique, évaluer les engagements des entreprises, persuader les universités et les grandes écoles de rendre obligatoires des modules environnementaux dans chaque formation. En appui, *« Léa* [Falco] *a construit un pôle de plaidoyer dans le collectif afin de demander aux représentants de l'Etat la mise en place de régulations et de contraintes pour les entreprises et les écoles. Sa formation et sa connaissance du fonctionnement de l'Etat l'ont rendue très efficace »*, estime Antoine Trouche, un camarade de Pour un réveil écologique, qui compte une cinquantaine de membres actifs, tous bénévoles.

Depuis septembre, Léa Falco travaille, comme cheffe de projet, à la création d'un module de formation en ligne sur le climat destiné aux 500 000 agents de catégorie A de la fonction publique d'Etat. *« Un emploi à gros levier »*, glisse-t-elle. La mission, qu'elle mène à l'Ecole des ponts ParisTech, sous la tutelle du ministère de la transition écologique, s'achèvera en mars. Ce même mois paraîtra son premier livre, aux éditions Rue de l'échiquier. Alors, la jeune femme se met à l'ouvrage tôt le matin, tard le soir ainsi que le week-end pour tenir le rythme des projets et les réunions quotidiennes pour le collectif. Cette insomniaque – elle ne dort que deux à cinq heures par nuit – se sent *« épuisée au quotidien »*. *« Cela me coupe un peu de la vie des autres jeunes, mais c'est enrichissant*, estime-t-elle. *Entrer dans le collectif a changé tous mes paradigmes. »*

> **« ELLE A MARQUÉ LES ESPRITS PAR SA MAÎTRISE DES ENJEUX ET PROVOQUÉ UN SURSAUT »**
> ÉRIC DUVERGER
> de la Convention des entreprises pour le climat

Son enfance à Melun, avec ses deux frères, s'écoule sans réel contact avec la nature. En 2018, au milieu de son double cursus (un master en développement international à Sciences Po et une licence en histoire à Sorbonne Université), elle part vivre un an à Seattle, dans l'Etat de Washington, aux Etats-Unis. La démesure de la consommation et l'omniprésence de la voiture la choquent. Elle se plonge alors dans les rapports du GIEC. De retour en France, elle rejoint Pour un réveil écologique, arrête de prendre l'avion et de consommer de la viande.

Le collectif lui fait prendre conscience que le problème est *« systémique »* et qu'*« il faut tout refonder, sur la durée »*. *« On n'avance pas assez vite en France car une partie du gouvernement regarde l'écologie avec une lorgnette libérale »*, accuse celle qui défend une transformation *« sociale »*, *« juste »*, *« ciblée »* et *« efficace »*, en taxant les plus riches tout en accompagnant les plus modestes. Pronucléaire – *« ce qui est un peu délicat chez les écolos »* –, elle se garde toutefois de tout techno-solutionnisme, cette foi en la technologie pour résoudre les problèmes. Ni ne se leurre quant à une autorégulation des entreprises, *« coincées dans des modèles du XXe siècle »*.

« TOUT TESTER »

Si elle critique le capitalisme, qu'elle ne peut imaginer durable, elle a toutefois accepté d'être l'une des garants de la Convention des entreprises pour le climat (CEC), qui a vu cent cinquante dirigeants adopter dix propositions afin de faire de la transition écologique un moteur de l'économie. *« Léa a porté un très haut niveau d'exigence en jugeant que les entreprises ne sont pas au niveau, mais sans stigmatiser*, raconte Eric Duverger, initiateur de la CEC. *Elle a marqué les esprits par sa maîtrise des enjeux et provoqué un sursaut. »* Lors de la cérémonie de clôture, la jeune femme, improvisant sans notes, déclare aux dirigeants : *« Vous avez créé un imaginaire dans lequel les entreprises veulent s'insérer dans un monde soutenable. Vous êtes notre espoir. » « Certains sont ensuite venus me voir en me disant qu'elle irait très loin »*, glisse Eric Duverger.

Où se voit-elle, justement, à l'avenir ? La politique partisane ne l'intéresse pas, dit-elle. Pour le reste, elle aimerait *« tout tester »*, la fonction publique comme le privé, afin de toucher du doigt tant les leviers que les freins à la transition. *« Le financement me passionne »*, ajoute-t-elle. Quel que soit son point de chute, elle continuera de le marteler : *« On peut encore agir. » « L'abattement n'est pas un sentiment utile, je veux optimiser mes forces. »* Une question de rationalité, encore une fois. ●

AUDREY GARRIC